

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX 0,30 F

SAMEDI 18 OCTOBRE 1975

EDITORIAL GISCARD A MOSCOU POURQUOI LES ENTRETIENS AVEC BREJNEV ONT-ILS ÉTÉ RECULÉS ?

Le voyage de Giscard à Moscou, a été marqué par quelques péripéties.

En effet, dès le début de sa visite, les entretiens qu'il devait avoir avec Brejnev, le dirigeant soviétique, ont été reportés.

Aussitôt les journalistes de s'interroger sur les raisons du report de ces rencontres.

La version officielle devait changer deux fois. La première : Giscard déclarait que le beau temps l'avait incité à aller se promener ; et hier, (vendredi) Brejnev devait, lui, annoncer qu'il avait été malade.

Les journalistes eux, pendant un certain temps, penchaient pour l'incident diplomatique. Les Russes auraient été "surpris" et mécontents de la petite phrase où Giscard proposait une détente sur le plan "idéologique".

Il y a peu de chance que cette dernière explication ait quelque soupçon de vérité, car dans un monde diplomatique où toutes ces visites et ces discours sont réglés d'avance, il est probable que les uns et les autres savaient d'avance à quoi s'en tenir. La surprise là dedans ?

Par contre ce n'est pas la première fois que Brejnev décommande une réunion ou une visite quelconque à cause de sa santé.

C'est d'ailleurs un problème qui n'est pas mineur pour la bureaucratie soviétique. Car si Brejnev était réellement malade au point de quitter le pouvoir ou de disparaître brutalement, le régime risquerait de connaître à ses sommets une dure course au pouvoir.

La bureaucratie n'aime pas être prise au dépourvu. Il lui faut savoir sur quel cheval miser dans la course au pouvoir. Or en cas de maladie qui écarte Brejnev du pouvoir, les candidats au pouvoir n'auront pas eu le temps de former les clans et étudier les forces sur lesquelles ils auront alors à s'appuyer. L'incertitude va régner. Et dans un régime où l'on envoie tout opposant aux tenants du pouvoir en prison ou dans les asiles psychiatriques, il ne fait pas bon être dans le mauvais courant.

* * * * *

MORNE-A-L'EAU (GUADELOUPE) UNE FEMME EMPOISONNE SON MARI. IL LA BATAIT

Mercredi, une femme a été emprisonnée à Pointe à Pitre.

Elle avait, quelques jours avant empoisonné son mari.

C'est donc encore un drame de la misère comme il en est tant qui remplissent les colonnes des journaux.

Cette femme de Morne-à-l'eau devait être vraiment à bout pour avoir trouvé comme seule solution à ses malheurs l'assassinat de son mari.

Il semble que depuis longtemps elle souffrait de mauvais traitements de la part du mari. Elle vivait dans le plus grand dénuement avec sept enfants sur les bras et un mari sans emploi fixe et alcoolique.

Comme beaucoup d'hommes pour qui leur femme est considérée comme une esclave dans la maison, le mari défunt estimait

qu'il pouvait la battre et lui faire subir de mauvais traitements.

Cette femme a eu le réflexe de défense de ceux qui sont écrasés, piétinés dans la société d'aujourd'hui.

C'est cette société qui condamne les femmes à être des esclaves soumises non seulement à l'exploitation capitaliste - quand elles travaillent - mais en plus à la domination de l'homme.

C'est en changeant les conditions sociales que ces choses-là disparaîtront. Pour le bien des femmes comme des hommes. Et dans ce combat là, les femmes ont tout à gagner, une double émancipation à arracher.

* * * * *

MARTINIQUE LE CES PLACE D'ARMES EN COLERE

Au CES de Place d'Armes (Lamentin), la rentrée s'est faite dans d'effroyables conditions. Elle nous offre le spectacle d'élèves patageant dans la boue, car l'accès est impraticable surtout dans cette période de pluies abondantes. Il n'y a pas d'électricité, ni d'eau. D'autre part, il n'existe que 15 salles pour 33 classes. Enfin, le chaos qui règne au CES du Lamentin est à l'image même de cette rentrée scolaire, et apporte, si besoin est, un démenti aux propos optimistes des Lucien-Lassale et Cie. Les enseignants eux, ont refusé d'assurer les cours dans de telles conditions. Et c'est pour protester contre cette situation qu'ils ont appelé pour le mercredi 16 à une assemblée générale afin de décider d'un mouvement de protestations.

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : n° 51 728
Roué du journal : Pointe à Pitre
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P. a . P.
B.P. 386 F. d . F.
9 ème supplément au mensuel n° 53

Le Recteur effrayé !

Nous disions dans notre parution de mercredi, que le Recteur Lassale avait préféré ne pas venir en Guadeloupe pour y rencontrer les syndicats. Il a en effet convoqué tous les syndicats enseignants en Martinique.

Aujourd'hui, France-Antilles fait état de menaces de mort dont le recteur aurait été l'objet. Il paraîtrait même que ce sont les services de police qui lui auraient déconseillé de venir en Guadeloupe. Tout cela paraît bien "gros".

La réalité est probablement bien plus simple. Le Recteur n'a pas voulu affronter la colère des enseignants. Il a préféré rester tranquillement dans son cabinet de Fort-de-France pour y faire les promesses habituelles.

Quand aux enquêtes ou poursuites dont il serait question, nous espérons qu'il s'agit d'un procédé d'intimidation, d'un vague "bruit", qu'une décision réelle des services de police. Il est vrai que le ridicule tente quelquefois ces messieurs !

En tout cas, rien de tout cela ne détournera de leurs luttes ceux qui veulent mettre fin à la situation scandaleuse qui règne dans l'enseignement.

* * * * *

GUADELOUPE

LA GREVE DES COLLEGES

Mardi 14, le SNC (Syndicat national des Collèges) a lancé un mot d'ordre de grève dans les CEG et les CES de la Guadeloupe. Le mouvement fut, dans l'ensemble assez bien suivi.

Par contre, le meeting organisé par le syndicat, à la salle Rémy Nainsouta ne rassembla que 70 à 80 personnes environ.

Les dirigeants du SNC dénoncèrent l'insuffisance des postes, le chômage des maîtres auxiliaires et des suppléants, les heures supplémentaires imposées aux enseignants en poste, et la suppression des matières dites "accessoires", comme le dessin, la musique, l'éducation physique, etc...

Au cours du débat, de nombreux problèmes

devaient surgir : le problème de l'information des parents et des élèves, la question de l'unité syndicale, des heures supplémentaires, etc...

Le SNC annonça son intention d'entreprendre avec le SNES d'autres actions au cours de la semaine prochaine, si l'entrevue prévue avec le recteur ne devait rien donner, et se décida prêt à couvrir tout enseignant qui refuserait d'assurer des heures supplémentaires.

GUADELOUPE

CRÉATION D'UNE SECTION DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Nous apprenons qu'une section de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME vient d'être constituée en Guadeloupe.

Cette association se donne pour but l'action contre les atteintes aux libertés, contre les injustices, les actes d'arbitraire, contre les abus de pouvoir. Elle entend agir en faisant appel à la conscience publique, en manœuvrant, en intervenant auprès des pouvoirs publics.

Voilà une association qui aura du pain sur la planche, car ce ne sont les injustices, ni les actes arbitraires, ni les abus de pouvoir qui manquent en Guadeloupe. Souhaitons leur bon courage!

MARTINIQUE

FORT DE FRANCE

BASSE VENGEANCE BUDGÉTAIRE DE LA MAJORITÉ

Le gouvernement colonialiste et le conseil général viennent de faire deux entourloupettes à la municipalité de Fort-de-France, dont l'étiquette progressiste n'a pas l'heur de plaire aux réactionnaires qui gèrent les finances du "département".

En effet, le premier mauvais tour, c'est la proposition au conseil général d'une nouvelle répartition de l'octroi de mer, pour les seules communes de Fort-de-France et du Lamentin. Celles-ci ne se verraient plus attribuer que 90% de leur part habituelle de cet octroi de mer, les UDR locaux se partageant les 10% restant (soit 216 millions d'anciens francs) en plus de leur part nor-

male.

Le deuxième coup bas vient directement du plan de soutien de Giscard : sur les 286 millions d'anciens francs accordés aux communes de la Martinique, Fort-de-France ne s'en voit attribuer que 30, c'est à dire à peu près 1/10ème, alors que la ville regroupe le 1/3 des habitants de l'île.

Voilà la mesquinerie du colonialisme qui frappe plus de 100.000 personnes parce qu'elles ont refusé à l'ineffable colonel Rimize d'être son porte-parole aux municipales de 1971.

MARTINIQUE

POLEMIQUE POUR UNE SINÉCURE

Courant septembre est créé à la Martinique un parc naturel régional... Et aussitôt, les appétits se font jour, les passions se déchaînent, la polémique s'installe car il y a de l'argent à gagner. Le poste de président convoité par le sinistre Renard est enlevé par l'inconditionnel CEIMS. Mais, et le poste de directeur ? Il pourrait faire gagner à son heureux titulaire 7 à 8000 frs par mois, non compris les avantages en nature (automobile, logement de fonction, etc...). Bien entendu, Renard, à défaut d'être président, voudrait obtenir ce poste pour un de ses amis.

C'est du moins ce que clame monsieur Henri Mangatalle, publiciste à France-Antilles. Et voilà notre protecteur de la nature de reprocher à Renard, de donner le poste à un canadien (les Martiniquais ne peuvent-ils pas remplir ce poste ?) se demande Mr. Mangatalle. Ah! Comme on a le souci de donner du travail aux Martiniquais, ou plutôt à un Martiniquais, lorsque ce travail ressemble de beaucoup à une sinécure, pour béni oui-oui du pouvoir!

TRANSPORTS

DES BUS A POINTE A PITRE

OUF! CE N'EST PAS TROP TÔT!

Enfin, nous aurons sur Pointe-à-Pitre des lignes d'autobus urbains.

Quatre bus sont arrivés de France et seront bientôt en service sur une ligne qui traversera Pointe-à-Pitre de Laurisisque à la Pointe Fouillole. D'autres lignes doivent être ensuite créées.

Ce n'était pas trop tôt. Car jusqu'ici, ceux qui n'avaient pas de voiture personnelle étaient condamnés à parcourir souvent de longues distances à pied pour faire leurs courses au centre de la ville.

Par ailleurs, ce manque de transport urbain a aussi pour conséquence l'engorgement de Pointe-à-Pitre où toutes les voitures personnelles affluent puisque jusqu'ici, il n'y avait pas de moyens de transports, à part la ligne insuffisante, Raizet-Pointe-à-Pitre.

La situation s'améliore donc pour les gens dépourvus de voiture ou même pour ceux qui ne tiennent pas à utiliser leur véhicule pour le moindre déplacement.

Mais il a fallu attendre longtemps pour cela!

LIVRES A LIRE

AUTOBIOGRAPHIE : Angéla DAVIS
 Black Boy : Richard WRIGHT
 Le vieux nègre et la médaille : Ferdinand OYONO
 La jungle : Upton SINCLAIR
 Voltaïque : Sembene OUSMANE
 Le mandat : " "
 Remember Ruben : Mongo BETI
 Ainsi soit-elle : Benoîte Groult

\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$

MARTINIQUE

ECHOS DES HOPITAUX

ASH NE FAISONS PAS LES FRAIS DES ECONOMIES DE LA DIRECTION!

En effet nous nous demandons si nous ne sommes pas revenus au temps de l'esclavage où les maîtres blancs obligeaient leurs serviteurs à supporter de lourdes charges sur la tête.

Tel est le cas des ASH astreintes à ces besognes quotidiennes, surtout celles de Civil qui sont tenues de gravir, trays de repas ou paquet de linge sur la tête, les longues pentes et escaliers de cet hôpital.

Mais nous ne sommes plus au temps de l'esclavage, messieurs de la direction! Nous sommes au 20ème siècle où il existe des chariots et du matériel moderne pour transporter les objets. Ne le savez-vous pas?